



LES
ASSOCIATIONS
FAMILIALES
CATHOLIQUES
CONFÉDÉRATION
NATIONALE

Communiqué de presse

Avortements : la détresse psycho sociale des Françaises

Avortement – Politique Familiale – Société

Contact presse :

Benoît Hautier
01 48 78 82 72 – 07 66 42 72 33
b.hautier@afc-france.org

28 place Saint Georges
Paris, 750009
www.afc-france.org

Mouvement national reconnu d'utilité publique. Agréée comme association de consommateur et au titre de la représentation des usagers dans les établissements de santé.

SIRET : 784 408 825 00015

APE : 9499Z

Malgré un fort désir d'enfants, le nombre d'avortements en France a encore augmenté en 2023. Les AFC alertent le gouvernement sur ces chiffres qui témoignent de la détresse psycho-sociale des femmes et des couples qui y recourent, alors que la valeur de la vie à naître tend à s'estomper.

Le bilan des interruptions volontaires de grossesse vient d'être publié par la DREES. **Le nombre d'avortements enregistrés en France en 2023, 243 623, est en hausse de 8 600 IVG par rapport à 2022 et atteint même son plus haut niveau depuis 1990.** Ce nombre témoigne d'un phénomène de société important puisque les avortements représentent près de 37,6% des naissances enregistrées (376 IVG pour 1000 naissances). A titre de comparaison, l'Allemagne a un taux de 12% (120 IVG pour 1000 naissances) et l'Italie de 16% (160 IVG pour 1000 naissances). La France est en tête des pays européens pour le taux de recours à l'avortement.

Les Associations Familiales Catholiques rappellent que l'accueil des enfants à naître doit être ardemment défendu, et qu'il existe des alternatives à l'avortement.

Elles soutiennent un changement de politique incluant en particulier :

- la lutte contre les facteurs de risque (pauvreté, déscolarisation) de recourir à l'IVG en cas de grossesse imprévue
- la mise en place d'aides matérielles et financières en faveur des mères en difficultés et de leurs familles
- la valorisation de l'accouchement sous le secret
- le développement de l'éducation affective, relationnelle et sexuelle des plus jeunes .

L'IVG est bien plus un indicateur de détresse psycho sociale qu'un totem féministe. Une autre politique est possible.

À propos

Depuis 1905, les AFC portent **la voix des familles**. En 2023, elles regroupent **51 000 familles** réparties sur l'ensemble du territoire français, y compris outre-mer, et constituent un réseau de **280 associations** regroupées en **71 fédérations**



LES
ASSOCIATIONS
FAMILIALES
CATHOLIQUES
**CONFÉDÉRATION
NATIONALE**

Communiqué de presse

départementales au sein de la Confédération nationale. Ce réseau agit pour les familles localement et nationalement avec :

- Des **rencontres avec les décideurs politiques** (ministres, parlementaires, élus locaux...), pour porter la voix de toutes les familles.
- Des **services concrets** aux familles dans les domaines de l'éducation, la consommation, la conjugalité, la santé.....
- Des **centaines de représentations** auprès des institutions, des décideurs économiques ou du système de santé

Les AFC sont fondées sur la **pensée sociale de l'Église** qui définit la famille comme la cellule de base de la société.

La Confédération Nationale des AFC (CNAFC)

est membre de l'**UNAF** (Union Nationale des Associations Familiales) depuis sa création, en 1945.

Elle représente la famille au sein du **CESE** (Conseil Économique Social et Environnemental) et est membre du **HCFEA** (Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Age).

Depuis 1987, la CNAFC est agréée comme association nationale de **défense des consommateurs**. En 2022, on compte 24 antennes locales de consommation aidant les consommateurs dans les litiges qu'ils rencontrent avec les entreprises. La CNAFC est membre fondateur de la Fédération des AFC en Europe, la **FAFCE**, créée en 1997. Avec 27 organisations membres issues de 21 pays européens, elle est une force de proposition positive pour la famille auprès des institutions européennes.

LA CNAFC est reconnue **d'utilité publique** depuis 2004.

Elle dispose depuis 2008 de l'agrément national d'association d'utilisateurs du système de santé et, depuis 2010, de l'agrément « **jeunesse et éducation populaire** ».